



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de justice et police DFJP

Secrétariat d'Etat aux migrations SEM
Section Analyses

Public

Berne-Wabern, 02.07.2019

Focus Burkina Faso

Situation sécuritaire

Haftungs- und Nutzungshinweis zu Quellen und Informationen

Die Länderanalyse des Staatssekretariats für Migration (SEM) hat den vorliegenden Bericht gemäss den gemeinsamen [EU-Leitlinien](#) für die Bearbeitung von Informationen über Herkunftsländer und auf der Grundlage sorgfältig ausgewählter Informationsquellen erstellt. Die zur Verfügung stehenden Informationen hat sie mit grösster Sorgfalt recherchiert, evaluiert und bearbeitet. Alle verwendeten Quellen sind referenziert. Dessen ungeachtet erhebt dieses Document keinen Anspruch auf Vollständigkeit. Es erlaubt auch keine abschliessende Bewertung darüber, ob ein individueller Antrag auf einen bestimmten Flüchtlingsstatus oder auf Asyl berechtigt ist. Wenn ein bestimmtes Ereignis, eine bestimmte Person oder Organisation in diesem Bericht keine Erwähnung findet, bedeutet dies nicht, dass ein solches Ereignis nicht stattgefunden hat oder dass die betreffende Person oder Organisation nicht existieren. Die Inhalte sind unabhängig verfasst und können nicht als offizielle Stellungnahme der Schweiz oder ihrer Behörden gewertet werden. Die auszugsweise oder vollständige Nutzung, Verbreitung und Vervielfältigung dieses Berichts unterliegt den in der Schweiz geltenden Klassifizierungsregeln.

Clauses sur les sources, les informations et leur utilisation

L'Analyse Pays du Secrétariat d'Etat aux Migrations (SEM) a élaboré le présent « Focus » dans le respect des [Lignes directrices de l'UE](#) en matière de traitement et de transmission d'informations sur les pays d'origine. L'Analyse Pays a recherché, évalué et traité toutes les informations figurant dans ce document avec la plus grande vigilance. Toutes les sources d'informations utilisées sont dûment référencées. Cependant, ce document ne prétend pas à l'exhaustivité. Si le rapport ne mentionne pas un événement, une personne ou une organisation déterminé(e), cela ne signifie pas forcément que l'événement n'a pas eu lieu ou que la personne ou l'organisation n'existe pas. L'Analyse Pays a produit ce document de manière indépendante et son contenu ne doit pas être considéré comme une prise de position officielle de la Suisse ou de ses autorités. Il n'est pas davantage concluant pour décider du bien-fondé d'une demande de statut de réfugié ou d'une demande d'asile particulière. Par ailleurs, ce rapport est soumis, tant dans son utilisation, sa diffusion et sa reproduction partielle ou intégrale, aux règles de classification en vigueur en Suisse.

Reservation on information, its use, and on sources

This report, written by Country Analysis of State Secretariat for Migration (SEM), is in line with [the EU-Guidelines](#) for processing Country of Origin Information. The report draws on carefully selected sources; they are referenced in the report. Information has been researched, analyzed, and edited respecting best practices. However, the authors make no claim to be exhaustive. No conclusions may be deduced from the report on the merits of any claim to the well-foundedness of a request for refugee status or asylum. The fact that some occurrence, person, or organization may not have been mentioned in the report does not imply that such occurrence is considered as not having happened or a person or organization does not exist. This report is the result of independent research and editing. The views and statements expressed in this report do not necessarily represent any consensus of beliefs held by the Swiss government or its agencies. Using, disseminating, or reproducing this report or parts thereof is subject to the provisions on the classification of information applicable under Swiss law.

Fragen/Kommentare, questions / commentaires, questions/comments:

coi@sem.admin.ch

Table des matières

Sujet	4
Synthèse	4
Main findings	4
1. Introduction et sources	5
2. Forces de sécurité et groupes armés	5
2.1. Forces de sécurité burkinabés et armées étrangères	5
2.2. Groupes djihadistes	6
2.2.1. Ansaroul Islam	6
2.2.2. Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM).....	6
2.2.3. Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS)	7
2.3. Milices d'autodéfense.....	7
2.3.1. Koglweogos	7
2.3.2. Dozos.....	8
3. Situation sécuritaire	8
3.1. Ouagadougou	9
3.2. Zone nord.....	10
3.3. Zone est.....	12
3.4. Zone sud-ouest	13
4. Contexte des violences	13
4.1. Djihadisme	13
4.2. Peuls dans la société et l'Etat burkinabés	14
4.3. Mesures gouvernementales	16
5. Commentaire	18
Infographie	19

Sujet

Ce rapport répond aux questions suivantes:

- Selon le lieu, quels sont les auteurs, la forme, la fréquence et les conséquences de la violence armée ?
- Dans quelles circonstances le djihadisme s'est-il développé ?
- Quelle est la place des Peuls au sein de la société et de l'Etat burkinabés ?
- Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises ?

Synthèse

Des groupes djihadistes sont actifs dans la zone nord depuis fin 2016, et dans la zone Est depuis 2018 ; s'ils visent souvent des représentants de l'Etat et des forces de sécurité, des civils de tous types ne sont pas épargnés par des attaques aveugles. L'augmentation de la fréquence des attaques et du nombre de victimes indique que la situation sécuritaire dans ces deux zones s'est nettement détériorée. Par ailleurs, les forces de sécurité y ont commis des violations des droits humains, principalement à l'encontre d'habitants peuls. Quant aux trois attaques terroristes très ciblées qu'a connues Ouagadougou, de par leur fréquence, elles ne permettent pas de tirer des conclusions sur la situation sécuritaire. La zone nord compte plus de 100 000 déplacés internes et de nombreuses écoles y sont fermées.

Des leaders djihadistes ont implanté leur groupe dans des régions frontalières, où la densité de population et la présence de l'Etat sont plus faibles que dans le centre du pays. Comme dans d'autres pays du Sahel, ils ont armé des clivages socio-économiques préexistants. Face à eux, l'appareil sécuritaire burkinabé traverse une phase de réorganisation initiée par le changement de gouvernement en 2014.

Les Peuls représentent près de 10% de la population et vivent généralement dans des hameaux en périphérie des villages. Si des conflits intercommunautaires liés à l'accès aux ressources existent, la cohabitation est souvent pacifique et repose notamment sur des activités économiques complémentaires. Le groupe djihadiste Ansaroul Islam s'est implanté dans la province du Soum, où les Peuls sont majoritaires. Communauté peule et djihad tendent à être associés par le reste de la population.

Le gouvernement a instauré l'état d'urgence dans quatorze provinces frontalières. Il a publié la liste de 250 individus recherchés et a arrêté près de 700 terroristes présumés. L'Armée a mené plusieurs opérations dans les zones nord et est, ce qui n'a pas provoqué de baisse durable de la fréquence des attaques djihadistes. Le gouvernement a annoncé qu'il ouvrirait des enquêtes sur les allégations de violations des droits humains par les forces de sécurité, mais les sources consultées ne montrent pas que cette promesse se soit concrétisée, et l'Armée se voit accusée de nouvelles exactions. Sur le plan humanitaire, le gouvernement collabore avec des agences internationales pour apporter une aide aux personnes déplacées par les violences.

Main findings

Jihadist groups have been active in the north of Burkina Faso since the end of 2016 and in the east of the country since 2018. While they often target state officials and the security forces, civilians are also subject to indiscriminate attack. The increase in the frequency of the attacks and in the number of victims indicates that the security situation in these two areas has deteriorated significantly. Moreover, there have been human rights violations by the security forces, mainly against the Fulbe ethnic group. Despite three targeted attacks, Ouagadougou is not subject to regular attacks by armed groups. There are more than 100,000 displaced persons in the north, and many schools there have been closed.

Jihadist leaders have established their group in the border regions, where there are fewer inhabitants and there is less state presence than in the central part of the country. As in other countries of the Sahel, they drew on already existing socio-economic divisions to foster an

armed insurrection. Faced with them, the Burkinabe security apparatus is undergoing a reorganisation initiated by the change in government in 2014.

The Fulbe people make up nearly ten percent of the population and generally live in hamlets on the outskirts of villages. Although intercommunal conflict linked with the access to resources exists, coexistence is usually peaceful and based particularly on complementary economic activities. The jihadist group Ansar ul-Islam has established itself in the province of Soum, where Fulbe are in a majority. The rest of the population tends to associate the Fulbe community with the jihadists.

The government has declared a state of emergency in fourteen border provinces. It has published a list of 250 wanted persons and has arrested nearly 700 terrorist suspects. The army has carried out several operations in the northern and eastern areas, but these have not resulted in a lasting fall in the number of jihadist attacks. The government announced that it would investigate allegations of human rights violations by the security forces, but the sources consulted do not show that it has fulfilled this promise and the army has been accused of further abuses. At the humanitarian level, the government is working with international agencies to provide aid to those displaced by the violence.

1. Introduction et sources

Le point 2 du présent rapport donne quelques éléments de référence sur les forces de sécurité et les principaux groupes armés actifs au Burkina Faso. En distinguant quatre zones géographiques, le point 3 précise la fréquence et la nature de la violence armée, ainsi que ses auteurs, ses victimes et son impact sur la vie quotidienne. Le point 4 cherche à expliquer les circonstances du développement du djihadisme, la place de l'ethnie peule dans la société et l'Etat burkinabés, et se penche sur l'attitude du gouvernement au regard de l'augmentation de la violence armée.

Les sources sont exclusivement publiques, principalement écrites et quelquefois audio, sous forme d'émissions radio enregistrées. Elles se ventilent essentiellement en trois catégories : des médias, des rapports d'organisations non-gouvernementales et des publications scientifiques. Des organisations non-gouvernementales ont pour mandat de s'engager pour le respect des droits humains et par conséquent, mettent les violations de ceux-ci en évidence. Certains articles de presse se basent sur des communiqués d'agences et leur source première n'apparaît pas clairement. Ce rapport utilise des médias burkinabés et français, et en particulier des articles du quotidien *Le Monde* et de l'hebdomadaire *Jeune Afrique*. Ces deux médias s'appuient régulièrement sur des envoyés ou des correspondants sur place. Bien que l'armée française soit engagée au Burkina Faso, les articles de ces médias, de par leurs thèmes et style de rédaction, ne laissent pas apparaître de parti pris. Enfin, les données chiffrées proviennent de médias consultés systématiquement par l'*Armed Conflict Location & Event Data Project* (ACLED), qui s'intéresse à la violence politique et aux manifestations dans des contextes de guerre civile et d'instabilité.

2. Forces de sécurité et groupes armés

2.1. Forces de sécurité burkinabés et armées étrangères

Les effectifs se montent à près de 15 000 pour la police, 4200 pour la gendarmerie et 7000 pour l'armée. Le total de ces trois chiffres correspond à un ratio de 0,8 agent de sécurité pour 1000 habitants.¹ Du point de vue institutionnel, la gendarmerie est rattachée à l'armée, mais exerce un mandat similaire à celui de la police et occupe les mêmes espaces qu'elle, ce qui donne lieu à des conflits sur le terrain.² Près de 1700 militaires burkinabés sont engagés au sein de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation du Mali (MINUSMA). En 2019, le

¹ *The Military Balance 2019* (London: Routledge, 2019), pp. 454-455. <https://doi.org/10.1080/04597222.2019.1561035> / ISSAT, Genève. Burkina Faso, Note d'information RSS, 23.11.2018. <https://issat.dcaf.ch/Learn/Resource-Library2/Country-Profiles/Burkina-Faso-Note-d-information-RSS> (21.06.2019).

² Académie de police, Ouagadougou. Stratégie nationale de sécurité, 14.04.2016, p. 35. <https://academiedepolice.bf/index.php/services-en-ligne/telechargement/category/32-securite-interieure?download=103:la-strategie-nationale-de-la-securite-interieure> (21.06.2019).

Burkina Faso occupe la présidence du G5 Sahel, une union qu'il forme avec la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Tchad, et dont les forces armées conjointes pour la lutte contre le terrorisme n'ont à ce jour pas mené d'intervention.³ (Voir, aussi : 4.3).

La France a lancé en 2015 l'Opération Barkhane, qui a pour objectif de lutter contre les djihadistes dans l'ensemble du Sahel. Forte de 5000 militaires de l'armée française,⁴ elle est surtout intervenue au Mali, mais aussi au Niger, et dans le nord et l'est du Burkina Faso.⁵

2.2. Groupes djihadistes

La plupart des attaques djihadistes n'ont pas été revendiquées, et les aires d'influence des trois groupes se recoupent, indiquant qu'ils tendent à collaborer.⁶ De plus, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et l'Etat islamique dans le grand Sahara (EIGS) sont basés au Mali, d'où les difficultés à estimer leurs effectifs et à établir le profil des membres actifs sur territoire burkinabé. Les modes opératoires sont abordés au point 3.

2.2.1. Ansaroul Islam

Parfois orthographié Ansar ul-Islam. Ancré dans la province du Soum, ce groupe est apparu pour la première fois dans les médias lorsqu'il a revendiqué l'attaque de Nassoumbou, en décembre 2016. Il a été fondé par Malam Ibrahim Dicko, Burkinabè d'ascendance peule, jusque-là connu en tant que prédicateur à la radio et leader de l'organisation islamique Al Irchad. Dicko avait côtoyé des groupes djihadistes au Mali en 2013, puis été arrêté par des militaires français et détenu jusqu'en 2015 à Bamako.⁷ A son retour dans le Soum, la plupart des membres d'Al Irchad n'ont pas adhéré à son projet de faire reculer l'Etat burkinabé et de restaurer le Royaume peul du Macina. Cependant, en 2016, une centaine de fidèles a formé avec lui le groupe djihadiste Ansaroul Islam, qui a établi des bases dans les zones forestières au nord de Djibo, de chaque côté de la frontière avec le Mali.⁸ Malam Ibrahim Dicko est probablement décédé en avril 2017, et son frère Jafar Dicko a repris la direction du groupe qui, selon un journaliste, comptait alors près de 200 membres.⁹ Ansaroul Islam a rarement revendiqué ses attaques et depuis 2018, plusieurs journalistes et observateurs ont considéré que le groupe tendait à opérer conjointement avec des unités du GSIM.¹⁰

2.2.2. Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM)

Basé au Mali, le GSIM est aussi connu sous son nom arabe JNIM, acronyme de Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin. Formé en mars 2017, il a fédéré les groupes djihadistes Ansar Eddine, Al Mourabitoune, le Front de libération du Macina et Al-Qaida au Maghreb islamique

³ *The Military Balance 2019* (London: Routledge, 2019), pp. 454-455. <https://doi.org/10.1080/04597222.2019.1561035> / Secrétariat permanent du G5 Sahel, Nouakchott. Présidence burkinabé du G5 Sahel : l'Union Européenne échange avec le président du Faso, 23.01.2019. www.g5sahel.org/13-actualite-des-pays-g5/1409-presidence-burkinabe-du-g5-sahel-l-union-europeenne-echange-avec-le-president-du-faso (21.06.2019).

⁴ Voir : Christopher S. Chivvis, *The French war on Al Qa'ida in Africa* (New York: Cambridge University Press, 2016), pp. 98, 154.

⁵ RFI, Paris. Barkhane en opération au Burkina Faso, 10.10.2018. www.rfi.fr/afrique/20181010-barkhane-operation-burkina-faso (21.06.2019).

⁶ ACLED, Madison. Insecurity in Southwestern Burkina Faso in the context of an expanding insurgency, 17.01.2019. www.acleddata.com/2019/01/17/insecurity-in-southwestern-burkina-faso-in-the-context-of-an-expanding-insurgency/ (21.06.2019).

⁷ Jeune Afrique, Paris. Mali : dans la région de Mopti, « l'État ne contrôle plus rien », 14.12.2016. www.jeuneafrique.com/383833/politique/mali-region-de-mopti-letat-ne-controle-plus-rien/ (21.06.2019).

⁸ Le Monde, Paris. Comment est né Ansaroul Islam, premier groupe djihadiste de l'Histoire du Burkina Faso, 12.04.2017. www.lemonde.fr/afrique/article/2017/04/11/comment-est-ne-ansaroul-islam-premier-groupe-djihadiste-de-l-histoire-du-burkina-faso_5109520_3212.html / Aberfoyle International Security, Toronto. Islamist Insurgency in Burkina Faso: A Profile of Malam Ibrahim Dicko, 30.04.2017. www.aberfoylesecurity.com/?p=3908 (21.06.2019).

⁹ Le Monde, Paris. Jafar Dicko, le nouveau visage du djihadisme au Burkina Faso, 21.12.2017. www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/21/jafar-dicko-le-nouveau-visage-du-djihadisme-au-burkina-faso_5232877_3212.html (21.06.2019).

¹⁰ Héni Nsaibia and Caleb Weiss, "Ansaroul Islam and the Growing Terrorist Insurgency in Burkina Faso", *CTC Sentinel* 11, n°3 (March 2018), pp. 21-26. <https://ctc.usma.edu/ansaroul-islam-growing-terrorist-insurgency-burkina-faso/> / ACLED, Madison. Données Burkina Faso, 01.01.2017-30.04.2019. www.acleddata.com/data/ (21.06.2019).

(AQMI). Sous le commandement d'Iyad Ag Ghali, jusqu'alors à la tête d'Ansar Eddine, le GSIM a prêté allégeance à l'Algérien fondateur d'AQMI, Abdelmalek Droukdel.¹¹ Cinq journalistes ayant enquêté sur Iyad Ag Ghali l'ont qualifié d'homme le plus recherché du Sahel.¹² Au Burkina Faso, le GSIM a marqué sa présence dans le nord, et depuis 2018 également dans l'est du pays.¹³

2.2.3. Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS)

Basé au Mali près des frontières avec le Burkina Faso et le Niger,¹⁴ ce groupe djihadiste est issu du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), qui s'est joint en 2013 à un autre groupe djihadiste, les Signataires par le sang, pour former Al-Mourabitoune. Il a été exclu de cette alliance en mai 2015, quand il a prêté allégeance à l'Etat islamique (EI) et s'est rebaptisé EIGS : affiliation reconnue par l'EI en octobre 2016.¹⁵ Dirigé par Adnane Abou Walid Al-Sahraoui, l'EIGS a aussi mené des attaques au Burkina Faso, principalement dans la province de l'Oudalan, voisine du Soum.¹⁶ Il a ensuite étendu sa présence à l'est du pays, et dispose probablement d'une base arrière dans le nord du Bénin.¹⁷

2.3. Milices d'autodéfense

Deux chercheurs en sciences politiques estiment que sous la forme de groupes politiques, associations de chasseurs ou structures villageoises, « les initiatives locales de sécurité ont toujours fait partie du paysage burkinabé ».¹⁸ Les deux types de groupes les plus influents sont les Koglweegos dans la partie est, à majorité peuplée de Mossis, et les Dozos dans la partie ouest.

2.3.1. Koglweegos

Les groupes Koglweegos — « gardiens de la brousse », en Moré — se sont multipliés suite au changement de gouvernement en 2014, qui a affecté l'organisation des forces de sécurité officielles. Ces groupes opèrent surtout dans les zones rurales ou périurbaines dépourvues de poste de police et de gendarmerie, bien qu'ils marquent aussi Ouagadougou de leur présence.¹⁹ Selon une enquête journalistique publiée en 2018, on estime à 4400 le nombre d'organisations Koglweegos au Burkina Faso, et que chacune réunit au moins 21 membres.²⁰ Principalement formés d'agriculteurs et de petits commerçants ayant vécu une expérience de vol ou de violence, ces groupes bénéficient souvent du patronage d'élites locales. Un doctorant à l'Université de Ouagadougou estime que les Koglweegos disposent d'une structure hiérarchique avec un président, des ministres et un conseil des sages au niveau

¹¹ Jeune Afrique, Paris. Fusion de groupes jihadistes au Sahel, sous la bannière d'Al-Qaïda, 02.03.2017. www.jeuneafrique.com/408773/politique/fusion-de-groupes-jihadistes-sahel-banniere-dal-qaïda/ (21.06.2019).

¹² Le Monde, Paris. Iyad Ag-Ghali, l'ennemi numéro un de la France au Mali, 27.07.2018. www.lemonde.fr/afrique/article/2018/07/27/mali-iyad-ag-ghali-l-ennemi-numero-un-de-la-france_5336668_3212.html (21.06.2019).

¹³ ACLED, Madison. Insecurity in southwestern Burkina Faso in the context of an expanding insurgency, 17.01.2019. www.acleddata.com/2019/01/17/insecurity-in-southwestern-burkina-faso-in-the-context-of-an-expanding-insurgency/ (21.06.2019).

¹⁴ RFI, Paris. Niger: 15 militaires tués lors d'une attaque près de la frontière malienne, 23.02.2017. www.rfi.fr/afrique/20170223-niger-15-militaires-tues-attaque-frontiere-malienne-tliwa (21.06.2019).

¹⁵ AFP et Le Figaro, Paris. Afrique : fusion de 2 groupes djihadistes, 22.08.2013. www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/08/22/97001-20130822FILWWW00250-afrique-fusion-de-2-groupes-djihadistes.php / Marc Mémier, AQMI et Al-Mourabitoun. Le djihad sahélien réunié ? IFRI, janvier 2017, pp. 27-28. www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/memier_AQMI_et_al-mourabitoun_fr_2017.compressed.pdf (21.06.2019).

¹⁶ ACLED, Madison. Données Burkina Faso, 01.01.2017-30.04.2019. www.acleddata.com/data/ (21.06.2019).

¹⁷ Africa Confidential, London. Jihad's shifting fronts, 19.04.2019. / RFI, Paris. Bénin : le corps retrouvé est celui du guide des deux touristes français, 05.05.2019. www.rfi.fr/afrique/20190505-benin-deux-francais-guide-beninois-disparus-parc-pendjari-0 (21.06.2019).

¹⁸ Romane Da Cunha Dupuy et Tanguy Quidelleur, « Mouvement d'autodéfense au Burkina Faso : Diffusion et structuration des groupes Koglweogo », novembre 2018, p. 5. www.noria-research.com/fr/mouvement-dautodefense-au-burkina-faso-diffusion-et-structuration-des-groupes-koglweogo/ (21.06.2019).

¹⁹ Romane Da Cunha Dupuy et Tanguy Quidelleur, « Mouvement d'autodéfense au Burkina Faso : Diffusion et structuration des groupes Koglweogo », novembre 2018, p. 5. www.noria-research.com/fr/mouvement-dautodefense-au-burkina-faso-diffusion-et-structuration-des-groupes-koglweogo/ (21.06.2019).

²⁰ La Libre, Bruxelles. Koglweogo, miroir d'une faillite d'Etat, 2018. <https://dossiers.lalibre.be/koglweogo/index.php> (21.06.2019).

national.²¹ Ils mènent des patrouilles armées, détiennent des suspects, pratiquent une justice sommaire : amende ou compensation financière de la victime, travaux forcés et flagellation font partie des peines courantes. En fonction du lieu et du degré de présence des forces de sécurité gouvernementales, ils collaborent avec ces dernières, ou s'y substituent.²²

2.3.2. Dozos

Jouant également un rôle d'auto-défense, des groupes de chasseurs dozos sont présents dans la plupart des villages de l'ouest du Burkina Faso. *Dozos* se réfère aux personnes initiées à la *donsoya*, le culte qui solennise l'appartenance à un tel groupe. En s'inspirant de leurs homologues ivoiriens et maliens, les chasseurs de l'ouest du pays se sont davantage associés et structurés dès la fin des années 1990, surtout pour défendre leur accès aux armes et aux zones de gibier dans un contexte de réglementation croissante. Ces groupes se sont ensuite fédérés, non sans entretenir des tensions, et la dimension politique du mouvement a pris le pas sur l'activité de la chasse, qui est ainsi passée en arrière-plan. Un anthropologue a expliqué que les Dozos jouaient désormais tous types de rôles, d'agents de sécurité à soldats informels. Les nouveaux membres étaient soumis au rituel initiatique et au paiement d'une taxe, sans avoir besoin de pratiquer la chasse.²³

Les milices Koglweogos n'ont pas pu s'étendre dans l'ouest du pays, où elles se sont heurtées à la présence des Dozos. Pour s'opposer à l'installation de Koglweogos dans leur zone d'influence, des leaders dozos ont soutenu que leur mouvement était mieux structuré, leurs membres mieux formés, et qu'ils adhéraient aux valeurs républicaines.²⁴ Des cas d'usage excessif de la force ont été relevés dans les années 2000 au moins, et à partir de 2017, les sources consultées rapportent des affrontements avec des milices peules et Koglweogos, mais pas de cas de violence à l'encontre de civils.²⁵

3. Situation sécuritaire

Mis à part trois attentats ciblés, Ouagadougou ne connaît pas d'attaques régulières de groupes armés. Des djihadistes sont actifs dans la zone nord du pays depuis fin 2016, et dans la zone est depuis 2018 ; s'ils ont souvent visé des représentants de l'Etat et des forces de sécurité, des civils de tout type n'ont pas été épargnés par des attaques aveugles. L'augmentation de la fréquence des attaques et du nombre de victimes montre que la situation sécuritaire dans ces deux zones s'est nettement détériorée. Par ailleurs, les forces de sécurité y ont commis des violations des droits humains, principalement à l'encontre d'habitants peules, et leurs interventions n'ont à ce jour pas provoqué de baisse de la violence. En comparaison, la zone sud-ouest a connu peu de violence armée, bien que des analystes émettent l'hypothèse d'une

²¹ Romane Da Cunha Dupuy et Tanguy Quidelleur, « Mouvement d'autodéfense au Burkina Faso : Diffusion et structuration des groupes Koglweogo », novembre 2018, p. 5. www.noria-research.com/fr/mouvement-dautodefense-au-burkina-faso-diffusion-et-structuration-des-groupes-koglweogo/ / RFI, Paris. Burkina Faso : « Dans chaque village, les Koglweogo ont des représentants », 15.04.2019, 0'47-1'15.

www.rfi.fr/emission/20190415-burkina-faso-koglweogo-sahel-mahamadou-sawadogo / CERADD, Saint-Louis. Résilience, Burkina Faso, s.d. http://ceradd.org/team_mfcategory/burkina-faso/ (21.06.2019).

²² Romane Da Cunha Dupuy et Tanguy Quidelleur, « Mouvement d'autodéfense au Burkina Faso : Diffusion et structuration des groupes Koglweogo », novembre 2018, p. 5. www.noria-research.com/fr/mouvement-dautodefense-au-burkina-faso-diffusion-et-structuration-des-groupes-koglweogo/ / RFI, Paris. Burkina Faso : « Dans chaque village, les Koglweogo ont des représentants », 15.04.2019, 1'15-2'35. www.rfi.fr/emission/20190415-burkina-faso-koglweogo-sahel-mahamadou-sawadogo / La Libre, Bruxelles. Koglweogo, miroir d'une faillite d'Etat, 2018. <https://dossiers.lalibre.be/koglweogo/index.php> (21.06.2019).

²³ Lorenzo Ferrarini, "The *dankun* network: the *donso* hunters of Burkina Faso between ecological change and new associations", *Journal of Contemporary African Studies*, 2016/1 (N°34), pp. 83-86. <https://doi.org/10.1080/02589001.2016.1190529> (21.06.2019).

²⁴ Sten Hagberg, "Performing Tradition while Doing Politics: A comparative study of the dozos and koglweogos self-defense movements in Burkina Faso", *African Studies Review*, 2019/1 (N°62), p. 184. <https://doi.org/10.1017/asr.2018.52> (21.06.2019).

²⁵ Lorenzo Ferrarini, "The *dankun* network: the *donso* hunters of Burkina Faso between ecological change and new associations", *Journal of Contemporary African Studies*, 2016/1 (N°34), p. 85. <https://doi.org/10.1080/02589001.2016.1190529> / ACLED, Maddison. Données Burkina Faso, 01.01.2017-30.04.2019. www.acleddata.com/data/ (21.06.2019).

tentative d'implantation djihadiste, qui concernerait aussi les pays côtiers, à savoir la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo et le Bénin.²⁶

3.1. Ouagadougou

Les attaques récurrentes qui touchent les zones nord et est marquent peu la vie quotidienne à Ouagadougou, où l'acte terroriste le plus récent date de mars 2018. Le festival annuel de cinéma s'est déroulé sans incidents en 2019, et des manifestations de rue ont lieu régulièrement. La plupart de ces mobilisations n'ont pas donné lieu à des débordements violents.²⁷

Ouagadougou a connu trois actes terroristes en trois ans :

- Le 15 janvier 2016, trois hommes ont ouvert le feu sur les occupants de la terrasse du café Cappuccino et tué 26 personnes de onze nationalités. Ils se sont ensuite retranchés dans un hôtel voisin puis un autre bar, et ont été abattus. Des gendarmes burkinabés, ainsi que des forces spéciales françaises et étasuniennes avaient encerclé ces lieux. Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) a revendiqué l'attaque.²⁸
- Le 13 août 2017, deux hommes ont ouvert le feu sur des clients du restaurant Aziz Istanbul et fait 18 morts, dont neuf étrangers. Ils ont ensuite retenu 40 personnes en otage, et ont été abattus par les forces de sécurité burkinabés.²⁹ L'attaque n'a pas été revendiquée : au vu du mode opératoire, plusieurs analystes ont soupçonné un groupe djihadiste, tout en notant que les auteurs avaient visé un restaurant halal et tué deux imams connus, ce qui pouvait révéler une erreur de cible et inciter le commanditaire à la retenue dans la communication.³⁰
- Le 2 mars 2018, deux groupes distincts d'assaillants ont attaqué simultanément l'Ambassade de France et l'état-major des armées, où ils sont entrés au moyen d'explosifs. Puis, ils ont échangé des tirs avec les forces de sécurité : le bilan officiel fait état de huit militaires et huit assaillants tués, et le GSIM a revendiqué cette attaque. En mars 2019, onze suspects se trouvaient en détention et avaient été inculpés.³¹

Alors que les deux premières attaques visaient des restaurants connus pour leur clientèle étrangère, la troisième a notamment pris pour cible le quartier général de l'armée, au moment où s'y tenait une réunion du G5 Sahel. Ceci démontre une préparation plus méticuleuse et

²⁶ ACLED, Madison. Insecurity in Southwestern Burkina Faso in the context of an expanding insurgency, 17.01.2019. www.acleddata.com/2019/01/17/insecurity-in-southwestern-burkina-faso-in-the-context-of-an-expanding-insurgency/ / The Jamestown Foundation, Washington. Burkina Faso and the Looming Jihadist Threat to Coastal West Africa, 19.12.2018. <https://jamestown.org/program/burkina-faso-and-the-looming-jihadist-threat-to-coastal-west-africa/> / Jeune Afrique, Paris. Menace jihadiste : l'Afrique de l'Ouest en état d'urgence, 20.05.2019. www.jeuneafrique.com/mag/776655/politique/menace-jihadiste-lafrique-de-louest-en-etat-durgence/ / Human Rights Watch, New York. "Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là" Atrocités commises par les islamistes armés et par les forces de sécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso, 22.03.2019. www.hrw.org/fr/news/2019/03/22/burkina-faso-des-atrocites-commises-par-les-islamistes-armes-et-par-les-forces-de (21.06.2019).

²⁷ Catégories prises en compte : "Mob violence, Peaceful protest, Protest with intervention". ACLED, Madison. Données Burkina Faso, 01.01.2017-30.04.2019. www.acleddata.com/data/ (21.06.2019).

²⁸ Jeune Afrique, Paris. Attentat de Ouagadougou : pourquoi le Burkina a été frappé, 29.01.2016. www.jeuneafrique.com/mag/296480/politique/attentat-de-ouagadougou-burkina-a-ete-frappe/ (21.06.2019).

²⁹ RFI, Paris. Attaque à Ouagadougou : des assaillants « très jeunes » et prêts à mourir, 15.08.2017. www.rfi.fr/afrique/20170815-attaque-ouagadougou-assaillants-tres-jeunes-crets-mourir (21.06.2019).

³⁰ Le Monde, Paris. Pourquoi l'attentat de Ouagadougou n'a-t-il pas été revendiqué ? 30.08.2017. www.lemonde.fr/afrique/article/2017/08/30/pourquoi-l-attentat-de-ouagadougou-n-a-t-il-pas-ete-revendique_5178548_3212.html (21.06.2019).

³¹ Le Monde, Paris. Inquiétude à Ouagadougou au lendemain des attaques : « Les assaillants n'ont peur de rien », 02.03.2018. www.lemonde.fr/afrique/article/2018/03/02/a-ouagadougou-recit-d-une-journee-marquee-par-des-attaques-meurtrieres_5265018_3212.html / AFP et Le Monde, Paris. Attaques de Ouagadougou : un nouveau bilan fait état de huit militaires burkinabés tués, 07.03.2018. www.lemonde.fr/afrique/article/2018/03/07/attaques-de-ouagadougou-un-nouveau-bilan-fait-etat-de-huit-militaires-burkinabes-tues_5267019_3212.html / Jeune Afrique, Paris. Burkina Faso : 11 personnes inculpées pour les attaques de mars 2018, 02.03.2019. www.jeuneafrique.com/743912/societe/burkina-faso-11-personnes-inculpees-pour-les-attaques-de-mars-2018/ (21.06.2019).

laisse suspecter une complicité avec des membres de l'armée nationale, voire des proches du gouvernement antérieur.³²

Les sources consultées n'indiquent pas que la situation sécuritaire ait affecté la vie quotidienne des habitants de Ouagadougou. Cependant, l'édition 2019 du Festival panafricain du cinéma s'y est déroulée avec une présence accrue des forces de sécurité, et plus de fouilles que les années précédentes. Un journaliste a perçu une « inquiétude latente qui plan[ait] sur cette édition ».³³

Pour ce qui est des manifestations, les médias en ont rapporté 85 de janvier 2017 à avril 2019, dont 79 qui n'ont donné lieu ni à du vandalisme, ni à une confrontation avec les forces de sécurité.³⁴ Ces rassemblements ont exprimé une diversité de griefs politiques et socio-économiques ; ils s'inscrivent dans le sillage du mouvement populaire porté par des groupes de la société civile et qui a précipité la fin du gouvernement de Blaise Compaoré en 2014.³⁵

3.2. Zone nord

Entre janvier et avril 2019, des attaques djihadistes, des abus des forces de sécurité et des affrontements intercommunautaires ont tué environ 650 personnes.³⁶ Cette zone compte plus de 100 000 déplacés internes, et de nombreux centres de santé et écoles ont été fermés.³⁷

A partir de 2016, le nord du pays a été marqué par des attaques attribuées aux groupes djihadistes Ansaroul Islam, puis EIGS et GSIM. Ceux-ci n'ont pas revendiqué la plupart des attaques que des témoins leur ont attribuées notamment après avoir personnellement reconnu des djihadistes parmi les assaillants, constaté que les victimes n'avaient pas été volées, ou qu'elles avaient auparavant été averties par des islamistes armés. Les combattants djihadistes opèrent généralement en groupes équipés de fusils automatiques, et se déplacent le plus souvent à moto.³⁸

Depuis 2017, des hommes armés se sont rendus dans des écoles pour demander l'abandon des cours de français au profit de l'arabe et du Coran, et ont tué au moins un directeur d'école, deux enseignants et un étudiant.³⁹ Au-delà de l'enseignement dispensé par les victimes, leur rôle supposé d'informateurs des forces de sécurité, leur statut de fonctionnaires, ou une éventuelle dette contractée auprès d'un groupe islamiste ont probablement davantage motivé ces assassinats.⁴⁰ Des communautés religieuses ont été visées en 2019 : les attaques de

³² Le Monde, Paris. Inquiétude à Ouagadougou au lendemain des attaques : « Les assaillants n'ont peur de rien », 02.03.2018. www.lemonde.fr/afrique/article/2018/03/02/a-ouagadougou-recit-d-une-journee-marquee-par-des-attaques-meurtrieres_5265018_3212.html / AFP et Le Monde, Paris. Attaques de Ouagadougou : un nouveau bilan fait état de huit militaires burkinabés tués, 07.03.2018.

www.lemonde.fr/afrique/article/2018/03/07/attaques-de-ouagadougou-un-nouveau-bilan-fait-etat-de-huit-militaires-burkinabes-tues_5267019_3212.html (21.06.2019).

³³ Jeune Afrique, Paris. Cinéma : à Ouagadougou, le 26^e Fespaco placé sous haute sécurité, 25.02.2019. www.jeuneafrique.com/741066/culture/cinema-a-ouagadougou-le-26e-fespaco-place-sous-haute-securite/ (21.06.2019).

³⁴ Catégories prises en compte : « Mob violence, Peaceful protest, Protest with intervention ». ACLED, Madison. Données Burkina Faso, 01.01.2017-30.04.2019. www.acleddata.com/data/ (21.06.2019).

³⁵ Ernest Harsch, « How Burkina Faso took to the streets to remove a dictator, then stayed there », 19.04.2018. <https://africanarguments.org/2018/04/19/how-burkina-faso-took-to-the-streets-to-remove-a-dictator-then-stayed-there/> / Le Monde, Paris. Au Burkina Faso, les « chemises rouges » marchent contre la vie chère, 03.12.2018. www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/03/au-burkina-faso-les-chemises-rouges-marchent-contre-la-vie-chere_5392101_3212.html / Lefaso.net, Ouagadougou. Un sit-in pour dire stop aux « Camions de la mort », 12.05.2019. <https://lefaso.net/spip.php?article89597> (21.06.2019).

³⁶ ACLED, Madison. Données pour les régions Sahel, Nord et Centre-Nord, 01.01.2019-30.04.2019. www.acleddata.com/data/ (21.06.2019).

³⁷ OCHA, Genève. Burkina Faso – Aperçu de la situation humanitaire, 17.05.2019. www.humanitarianresponse.info/en/operations/burkina-faso/infographic/burkina-faso-aper%C3%A7u-de-la-situation-humanitaire-au-17-mai-2019 (21.06.2019).

³⁸ Human Rights Watch, New York. « By day we fear the army, by night the jihadists » Abuses by armed islamists and security forces in Burkina Faso, 21.05.2018, pp. 13-14. www.hrw.org/report/2018/05/21/day-we-fear-army-night-jihadists/abuses-armed-islamists-and-security-forces (21.06.2019).

³⁹ Human Rights Watch, New York. « By day we fear the army, by night the jihadists » Abuses by armed islamists and security forces in Burkina Faso, 21.05.2018, pp. 20-24. www.hrw.org/report/2018/05/21/day-we-fear-army-night-jihadists/abuses-armed-islamists-and-security-forces (21.06.2019).

⁴⁰ International Crisis Group, Bruxelles. Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad, 12.10.2017, pp. 6-7. www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/burkina-faso/254-social-roots-jihadist-violence-burkina-fasos-north/

deux églises et d'une procession chrétiennes ont fait au total 16 morts.⁴¹ Des civils de toutes ethnies furent tués lors d'attaques aveugles de villages ; notamment quand ils se trouvaient au marché.⁴²

Les Forces de défense et de sécurité (FDS) ont déployé le Groupement des forces anti-terroristes (GFAT) et l'Unité spéciale d'intervention de la gendarmerie nationale (USIGN) ; près de 1300 militaires ont été envoyés dans le nord depuis 2016, et en août 2018, les effectifs de la gendarmerie dans le Soum ont été renforcés d'au moins une centaine d'agents.⁴³ Les informations rassemblées n'indiquent pas que ces déploiements aient entraîné une amélioration de la situation sécuritaire ; au contraire, des sources locales ont observé une augmentation des exécutions extra-judiciaires de civils par les FDS. Entre août 2018 et janvier 2019, plus d'une centaine de personnes arrêtées et embarquées dans des véhicules officiels ont été retrouvées mortes quelques heures plus tard ou le lendemain. Plusieurs dizaines avaient été arrêtées au marché par des hommes armés portant des uniformes officiels et des turbans. Les victimes appartiennent surtout au groupe ethnique Peul et selon des leaders communautaires, ont été ciblées en raison de leur soutien présumé à un groupe djihadiste : si certaines avaient vendu de la nourriture et de l'essence à des islamistes armés, d'autres n'entretenaient pas de lien apparent avec eux.⁴⁴

Une majorité de la population soutient les milices Koglweogos et beaucoup de commerçants les jugent efficaces pour prévenir les vols, alors que des voix mettent en cause leur usage excessif de la force et leur statut en marge de la loi.⁴⁵ En 2019, des Koglweogos ont été impliqués dans deux grandes flambées de violence, qui firent au total près de 110 morts selon les autorités, plus du double selon des listes établies par des organisations de la société civile.⁴⁶ La première a eu lieu en janvier, suite à l'assassinat d'un chef de village et de cinq membres de sa famille, dans la province du Sanmatenga : en représailles, Koglweogos et villageois ont attaqué des Peuls, qu'ils accusaient d'avoir hébergé les meurtriers. Similairement, c'est l'assassinat d'un chef religieux dans la province du Soum qui, en avril 2019, a déclenché l'assaut de miliciens et villageois contre des hameaux peuls. Plusieurs voix ont qualifié ces deux flambées de violence d'affrontements intercommunautaires.⁴⁷

Le Monde, Paris. Les djihadistes aux enseignants du nord du Burkina : « Tu fais l'école du Blanc, tu iras en enfer ! », 09.04.2017. www.lemonde.fr/afrique/article/2017/04/09/menaces-djihadistes-aux-enseignants-du-nord-du-burkina-tu-fais-l-ecole-du-blanc-tu-iras-en-enfer_5108556_3212.html (21.06.2019).

⁴¹ AFP, Paris. Burkina: les attaques jihadistes détruisent l'harmonie entre chrétiens et musulmans, 17.05.2019. <https://fr.africanews.com/2019/05/17/burkina-les-attaques-jihadistes-detruisent-l-harmonie-entre-chretiens-et/> (21.06.2019).

⁴² Human Rights Watch, New York. "Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là" Atrocités commises par les islamistes armés et par les forces de sécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso, 22.03.2019, pp. 12-21. www.hrw.org/fr/news/2019/03/22/burkina-faso-des-atrocites-commises-par-les-islamistes-armes-et-par-les-forces-de (21.06.2019).

⁴³ Human Rights Watch, New York. "By day we fear the army, by night the jihadists" Abuses by armed islamists and security forces in Burkina Faso, 21.05.2018, pp. 28-29. www.hrw.org/report/2018/05/21/day-we-fear-army-night-jihadists/abuses-armed-islamists-and-security-forces / Human Rights Watch, New York. "Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là" Atrocités commises par les islamistes armés et par les forces de sécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso, 22.03.2019, pp. 43-44. www.hrw.org/fr/news/2019/03/22/burkina-faso-des-atrocites-commises-par-les-islamistes-armes-et-par-les-forces-de / Jeune Afrique, Paris. Burkina : un nouveau front à l'Est, 02.10.2018. www.jeuneafrique.com/mag/636715/politique/burkina-a-lest-un-nouveau-front-terrorisme-attaques/ (21.06.2019).

⁴⁴ Human Rights Watch, New York. "By day we fear the army, by night the jihadists" Abuses by armed islamists and security forces in Burkina Faso, 21.05.2018, p. 30. www.hrw.org/report/2018/05/21/day-we-fear-army-night-jihadists/abuses-armed-islamists-and-security-forces / Human Rights Watch, New York. "Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là" Atrocités commises par les islamistes armés et par les forces de sécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso, 22.03.2019, pp. 26-27. www.hrw.org/fr/news/2019/03/22/burkina-faso-des-atrocites-commises-par-les-islamistes-armes-et-par-les-forces-de (21.06.2019).

⁴⁵ La Libre, Bruxelles. Koglweogo, miroir d'une faillite d'Etat, 2018, chap. 1. <https://dossiers.lalibre.be/koglweogo/index.php> (21.06.2019).

⁴⁶ Jeune Afrique, Paris. Burkina Faso : des ONG alertent les autorités sur des « massacres ethniques » visant les Peuls, 05.02.2019. www.jeuneafrique.com/730284/politique/burkina-faso-des-ong-alertent-les-autorites-sur-des-massacres-ethniques-visant-les-peuls/ / RFI, Paris. Arbinda, Yirgou, ces violences communautaires qui ravagent le Burkina Faso, 04.04.2019. www.rfi.fr/afrique/20190404-burkina-conflits-communautaires-arbinda-yirgou (21.06.2019).

⁴⁷ L'Observateur Paalga, Ouagadougou. Sanmatenga : jour de l'an sanglant à Yirgou, 03.01.2019. www.lobservateur.bf/index.php?option=com_k2&view=item&id=3399 / RFI, Paris. Burkina Faso : le

Les provinces du Soum et du Sanmatenga comptaient en mai 2019 respectivement plus de 93 000 et 47 000 personnes déplacées internes (PDI).⁴⁸ Dans la zone nord se trouvent deux camps de réfugiés, surtout occupés par des Maliens, tandis que 90% des PDIs burkinabés sont hébergées chez l'habitant. Des fermetures de centres de santé et d'écoles ont affecté l'accès aux soins pour 250 000 personnes et l'accès aux cours pour 120 000 enfants.⁴⁹ Des organisations internationales collaborent avec le gouvernement pour apporter de l'aide. En avril 2019, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés jugeait que « les indicateurs humanitaires [n'avaient] pas encore atteint des niveaux d'urgence, mais que la situation des PDIs pouvait rapidement se détériorer dans le cas où la réponse [restait] au niveau actuel ».⁵⁰

3.3. Zone est

Basé au Mali, le groupe djihadiste Al Mourabitoune avait prévu de s'implanter dans l'est du Burkina Faso à la fin 2015, mais suite à des opérations militaires dans cette zone, il avait apparemment échoué.⁵¹ Toutefois, depuis que des membres supposés du GSIM ont tué un policier et blessé deux autres dans la province du Kompienga en février 2018, plusieurs attaques ont eu lieu chaque mois dans la zone est.⁵²

Un analyste estime que les trois groupes djihadistes actifs au Burkina Faso se sont implantés et collaborent tout en s'alliant à des réseaux de bandits : Ansaroul Islam et l'EIGS mettent à profit leur connaissance du terrain, tandis que le GSIM apporte un soutien opérationnel.⁵³ La grande majorité des attaques ne sont pas revendiquées, mais généralement attribuées à des djihadistes en raison du mode opératoire des assaillants : un officier estime alors faire face à des « ennemis invisibles ». ⁵⁴ Mis à part les motos et fusils automatiques habituellement utilisés, des assaillants ont recouru à des bombes artisanales. Leur implantation ne se limite pas à des camps retranchés et de brèves incursions dans les villages ; elle se manifeste aussi par la tenue de postes de contrôle le long des routes, l'intimidation pour instaurer de règles de vie liées aux mœurs, voire le minage de territoires.⁵⁵

Les attaques djihadistes ont à ce jour tué près de 30 civils et 25 membres des forces de sécurité dans la zone est. Certains civils ont subi des attaques aveugles, d'autres victimes occupaient des fonctions de chef de village ou conseiller municipal.⁵⁶ Depuis septembre 2018, les forces de sécurité ont bombardé des camps présumés de djihadistes et mené des

gouvernement annonce 62 morts dans les affrontements à Arbinda, 04.04.2019. www.rfi.fr/afrique/20190404-burkina-faso-gouvernement-62-morts-affrontements-arbinda (21.06.2019).

⁴⁸ OCHA, Genève. Burkina Faso – Situation des personnes déplacées internes (PDI), 17.05.2019. www.humanitarianresponse.info/en/operations/burkina-faso/infographic/burkina-faso-situation-des-personnes-deplacées-interne-à-la-1 (21.06.2019).

⁴⁹ UNHCR, Genève. Country operation update, Burkina Faso, 12.04.2019. <http://reporting.unhcr.org/node/8657> / RFI, Paris. Burkina Faso: la situation difficile des déplacés internes de la province du Soum, 15.10.2018. www.rfi.fr/afrique/20181015-burkina-faso-deplace-interne-soum-djibo-baraboule-situation-croix-rouge (21.06.2019).

⁵⁰ UNHCR, Genève. Country operation update, Burkina Faso, 12.04.2019. <http://reporting.unhcr.org/node/8657> (21.06.2019).

⁵¹ Jeune Afrique, Paris. Le Burkina en état d'alerte permanent face au terrorisme, 16.03.2016. www.jeuneafrique.com/mag/309513/politique/burkina-etat-dalerte-permanent-face-terrorisme/ / International Crisis Group, Bruxelles. Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad, 12.10.2017, p. 9. www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/burkina-faso/254-social-roots-jihadist-violence-burkina-faso-north (21.06.2019).

⁵² ACLED, Madison. Données concernant la région Est, 01.01.2017-30.04.2019. www.acleddata.com/data/ (21.06.2019).

⁵³ ACLED, Madison. Insecurity in Southwestern Burkina Faso in the context of an expanding insurgency, 17.01.2019. www.acleddata.com/2019/01/17/insecurity-in-southwestern-burkina-faso-in-the-context-of-an-expanding-insurgency/ (21.06.2019).

⁵⁴ Jeune Afrique, Paris. Burkina : un nouveau front à l'Est, 02.10.2018. www.jeuneafrique.com/mag/636715/politique/burkina-a-lest-un-nouveau-front-terrorisme-attaques/ / ACLED, Madison. Insecurity in Southwestern Burkina Faso in the context of an expanding insurgency, 17.01.2019. www.acleddata.com/2019/01/17/insecurity-in-southwestern-burkina-faso-in-the-context-of-an-expanding-insurgency/ (21.06.2019).

⁵⁵ ACLED, Madison. Insecurity in Southwestern Burkina Faso in the context of an expanding insurgency, 17.01.2019. www.acleddata.com/2019/01/17/insecurity-in-southwestern-burkina-faso-in-the-context-of-an-expanding-insurgency/ / The Guardian, London. Kalashnikovs and no-go zones: east Burkina Faso falls to militants, 22.04.2019. www.theguardian.com/global-development/2019/apr/22/kalashnikovs-and-no-go-zones-east-burkina-faso-falls-to-militants (21.06.2019).

⁵⁶ ACLED, Madison. Données. www.acleddata.com/data/ (21.06.2019).

interventions terrestres. Leurs éventuels abus ne sont pas autant documentés que dans le nord, bien qu'en janvier 2019, une organisation non-gouvernementale ait rapporté douze exécutions sommaires dans les provinces du Gourma et du Kompienga.⁵⁷

En mai 2019, la zone est comptait près de 190 écoles fermées et plus de 3000 personnes déplacées internes, surtout dans la province du Gourma. Les informations rassemblées n'indiquent pas que des camps pour PDI soient en fonction dans cette zone du pays.⁵⁸

3.4. Zone sud-ouest

La première attaque djihadiste au Burkina Faso a eu lieu en octobre 2015 à Samoroguan, dans la province des Haut-Bassins, et a été conduite par une cellule d'Ansar Eddine implantée le long de la frontière entre le Mali et la Côte d'Ivoire. Puis, en décembre 2018, les forces de sécurité maliennes ont démantelé une cellule djihadiste du côté malien, à Koutiala ; ce groupe comptait notamment deux Burkinabès et planifiait d'attaquer les capitales du Burkina Faso, du Mali et de la Côte d'Ivoire. Au vu du statut minoritaire des musulmans dans l'ouest du Burkina Faso, un analyste estime que des djihadistes ne pourraient y recruter que difficilement. A partir d'août 2018, il a cependant observé une augmentation des attaques de postes de police attribuées à des djihadistes le long de la frontière avec la Côte d'Ivoire, et avance l'hypothèse d'une alliance de circonstance entre militants islamistes et réseaux de bandits.⁵⁹

Les informations rassemblées n'indiquent pas de déplacement de population pour raisons sécuritaires dans la zone ouest, mais après une attaque qui n'avait pas fait de victimes, les écoles d'un village de la province de Comoé avaient fermé en février 2019.⁶⁰

4. Contexte des violences

4.1. Djihadisme

Les premières attaques djihadistes au Burkina Faso ont été menées par des groupes basés au Mali, après qu'ils furent chassés des villes et tendaient à se replier dans les zones rurales et frontalières. Par ailleurs, l'ancien président Blaise Compaoré entretenait des relations avec le chef djihadiste malien Iyad Ag Ghali, qui a séjourné plusieurs fois à Ouagadougou avec ses hommes. Selon un colonel à la retraite, « on les laissait se livrer à leurs trafics mafieux. En échange, ils ne s'en prenaient pas au Burkina. Lorsque Compaoré a quitté le pouvoir, ils ont perdu leur protecteur ». ⁶¹ Le djihadisme s'est développé dans un contexte où l'appareil sécuritaire était soumis à plusieurs réformes initiées par le changement de gouvernement (voir : 4.3).

Le Burkina Faso présente des similitudes avec d'autres Etats africains, qui ne sont pas faillis, mais

se caractérisent par un appareil d'Etat inégal, ce qui signifie que leur monopole de la violence et leur capacité à formuler et mettre en œuvre les politiques ne sont pas uniformes sur l'ensemble de leur territoire. [...] Les entrepreneurs djihadistes établissent en général

⁵⁷ Jeune Afrique, Paris. Burkina : un nouveau front à l'Est, 02.10.2018. www.jeuneafrique.com/mag/636715/politique/burkina-a-lest-un-nouveau-front-terrorisme-attaques/ / Kisal. Burkina Faso, région de l'est, 18.01.2019. www.facebook.com/kisalobs/posts/1739340349499124 (21.06.2019).

⁵⁸ OCHA, Genève. Burkina Faso – Situation des personnes déplacées internes (PDI), 17.05.2019. www.humanitarianresponse.info/en/operations/burkina-faso/infographic/burkina-faso-situation-des-personnes-deplacées-internes-à-la-1 / OCHA, Genève. Burkina Faso – Aperçu de la situation humanitaire, 17.05.2019. www.humanitarianresponse.info/fr/operations/burkina-faso/infographic/burkina-faso-aperçu%20de-la-situation-humanitaire-au-17-mai-2019 (21.06.2019).

⁵⁹ ACLED, Madison. Insecurity in Southwestern Burkina Faso in the context of an expanding insurgency, 17.01.2019. www.acleddata.com/2019/01/17/insecurity-in-southwestern-burkina-faso-in-the-context-of-an-expanding-insurgency/ / The Jamestown Foundation, Washington. Burkina Faso and the Looming Jihadist Threat to Coastal West Africa, 19.12.2018. <https://jamestown.org/program/burkina-faso-and-the-looming-jihadist-threat-to-coastal-west-africa/> (21.06.2019).

⁶⁰ RTBF, Ouagadougou. Banfora : des écoles fermées après une attaque terroriste à Siniena, 04.02.2019. www.rtb.bf/2019/02/banfora-des-ecoles-fermees-apres-une-attaque-terroriste-a-siniena/ (21.06.2019).

⁶¹ Cité par : Jeune Afrique, Paris. Terrorisme : le Burkina Faso est-il le nouveau maillon faible ? 07.09.2017. www.jeuneafrique.com/mag/468606/politique/terrorisme-le-burkina-faso-est-il-devenu-le-nouveau-maillon-faible/ (21.06.2019).

leurs bases dans les régions périphériques, où l'Etat n'a qu'une capacité d'action restreinte et qui constituent un terrain fertile à l'insurrection.⁶²

En effet, le groupe burkinabé Ansaroul Islam a été fondé et s'est développé dans le Soum, une province périphérique dans le nord, à faible densité de population. De retour de cette zone, des journalistes de la radio nationale ont évoqué le « Burkina profond », où « la vie est toute autre », et où ils ont rencontré des habitants qui rejettent « toute autorité et personne qui vient de Ouaga ».⁶³ Les djihadistes, dans le Sahel, s'implantent généralement en faisant « percoler des griefs collectifs hétéroclites » et en armant des clivages locaux existants.⁶⁴ Par exemple, le fondateur d'Ansaroul Islam a diffusé un discours qui dénonçait une marginalisation des plus jeunes due à la puissance des chefs traditionnels et des marabouts.⁶⁵ Un politologue estime qu'au Burkina Faso, la jeunesse ne signifie pas seulement une tranche d'âge, mais aussi une position impliquant une absence de responsabilités au sein de la société, un sentiment d'exclusion et une soumission à la gérontocratie.⁶⁶

Dans leur ensemble, les motifs d'engagement cités par d'anciens militants djihadistes dans le Sahel se caractérisent par leur diversité, et par l'importance marginale de la conviction religieuse.⁶⁷ Le facteur financier peut jouer un rôle : un analyste souligne le désœuvrement affectant beaucoup de jeunes Burkinabès, ce qui les incite à considérer l'offre d'un petit revenu pour s'enrôler dans un groupe armé.⁶⁸ De son côté, un ancien combattant d'Ansaroul Islam déclare s'être engagé alors que les Forces de défense et de sécurité (FDS) assiégeaient son village et y humiliaient les habitants. À propos des militaires tués en décembre 2016 à Nassoumbou, il précise : « Vu ce que font les FDS à nos parents, je ne regretterai jamais leur mort ».⁶⁹ Les abus commis par les armées régulières et leurs alliés dans plusieurs pays africains tendent en effet à faire apparaître l'insurrection comme légitime aux yeux d'une partie de la population.⁷⁰

En avril et en mai 2019, trois attaques ont touché des communautés chrétiennes, mais compte tenu de l'ensemble des violences djihadistes, elles ne signifient pas que des chrétiens soient plus souvent visés que des musulmans. Bien qu'ils constituent une minorité au Burkina Faso, les chrétiens ont en général cohabité paisiblement avec les autres communautés religieuses, et certains font partie de l'élite politique, à l'image du président actuel Roch Marc Christian Kaboré.⁷¹

4.2. Peuls dans la société et l'Etat burkinabés

La violence intercommunautaire en 2019 et les violations des droits humains par les FDS ont principalement touché des Peuls, souvent suspectés de collaborer avec les djihadistes (voir :

⁶² Ibrahim Yahaya Ibrahim, « Insurrections djihadistes en Afrique de l'Ouest : idéologie mondiale, contexte local, motivations individuelles », *Hérodote*, 2019/1 (N° 172), pp. 93-94. <https://doi.org/10.3917/her.172.0087> (21.06.2019).

⁶³ RTBF, Ouagadougou. Dimanche Info Mag du 27 janvier 2019 : « Yirgou, sur les traces d'une haine meurtrière », 18'25, 33'30-33'40. www.rtb.bf/2019/01/dimanche-info-mag-du-27-janvier-2019-yirgou-sur-les-traces-dune-haine-meurtriere/ (21.06.2019).

⁶⁴ Yvan Guichaoua et Héli Naïbia, « Comment le djihad armé se diffuse au Sahel », *The Conversation*, 24.02.2019. <https://theconversation.com/comment-le-djihad-arme-se-diffuse-au-sahel> (21.06.2019).

⁶⁵ ICG, Bruxelles. Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad, 12.10.2017, p. 5. www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/burkina-faso/254-social-roots-ijihadist-violence-burkina-faso-north (21.06.2019).

⁶⁶ RFI, Paris. Burkina Faso : les attaques menacent-elles le vivre ensemble ? 14.05.2019, 15'35. www.rfi.fr/emission/20190514-burkina-faso-attaques-menacent-elles-le-vivre-ensemble (21.06.2019).

⁶⁷ Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « La politique de la France au Sahel : une vision militaire », *Hérodote* 1, n° 172 (2019), pp. 145-147. <https://doi.org/10.3917/her.172.0137> (21.06.2019).

⁶⁸ RFI, Paris. Burkina Faso : les attaques menacent-elles le vivre ensemble ? 14.05.2019, 12'50. www.rfi.fr/emission/20190514-burkina-faso-attaques-menacent-elles-le-vivre-ensemble (21.06.2019).

⁶⁹ Le Monde, Paris. Burkina Faso : confessions d'un ancien djihadiste, 10.12.2017. www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/10/confessions-d-un-djihadiste-du-burkina-vu-ce-que-font-les-forces-de-securite-a-nos-parents-je-ne-regretterai-jamais-leur-mort_5227587_3212.html (21.06.2019).

⁷⁰ Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « La politique de la France au Sahel : une vision militaire », *Hérodote* 1, n° 172 (2019), pp. 145-147. <https://doi.org/10.3917/her.172.0137> (21.06.2019).

⁷¹ France 24 et AFP, Paris ; Reuters, Londres. Quatre morts dans une nouvelle attaque contre une église au Burkina, 26.05.2019. www.france24.com/fr/20190526-burkina-faso-quatre-morts-nouvelle-attaque-contre-eglise / RFI, Paris. Burkina Faso : les attaques menacent-elles le vivre ensemble ? 14.05.2019, 3'-3'40. www.rfi.fr/emission/20190514-burkina-faso-attaques-menacent-elles-le-vivre-ensemble (21.06.2019).

3.2). Avant de s'interroger sur l'existence ou la nature de cette collaboration, il convient de se pencher sur l'identité des Peuls, et sur leur relation avec les autres Burkinabès.

Les Peuls vivent dans l'ensemble des pays du Sahel ; les estimations de leur nombre total dépendent notamment de l'indicateur choisi : la filiation, la langue (fulfulde), ou le mode de vie.⁷² Représentant environ 10% de la population du Burkina Faso, ils forment le deuxième groupe ethnique du pays derrière celui des Mossis, dont la part serait de 40%.⁷³ Bien que la société burkinabé tende à percevoir des divisions sur des lignes ethniques, les recensements n'enregistrent pas ce type d'affiliation : la notion de citoyenneté est non-ethnique et la composition des organes politiques n'est pas soumise à des quotas.⁷⁴ Des membres du gouvernement portent un patronyme qui se réfère à un clan peul, à l'instar du ministre des Affaires étrangères Alpha Barry : le clan Bari étant associé au nord et à la terre.⁷⁵ Au niveau de l'Administration, une apparente sous-représentation des Peuls s'explique en partie par un mode d'organisation socio-économique et une culture qui peinent à s'insérer dans les rouages de l'Etat. L'Administration fonctionne en effet selon le principe de l'organisation territoriale, plus adapté au mode de vie des communautés cultivatrices, alors que les éleveurs peuls ne possèdent pas de terrain et sont moins sédentaires.⁷⁶

Un anthropologue suggère, dans le sud du Burkina Faso au moins, de définir l'affiliation ethnique peule par la pratique de l'élevage bovin et la non-possession de terrain. Si cette communauté est connue pour la transhumance et la migration, des familles peules vivent depuis plusieurs générations en périphérie de villages de cultivateurs mossis ou bisas, où elles ont bâti de petits hameaux.⁷⁷ Cette sédentarisation s'opère quand les cultivateurs octroient aux éleveurs un droit d'accès temporaire aux champs et aux points d'eau, que les deux groupes n'utilisent pas aux mêmes heures ou à la même saison. En termes démographiques, l'établissement d'éleveurs en périphérie d'un village peut favoriser celui-ci dans ses requêtes d'infrastructures auprès du gouvernement.⁷⁸

Les catégories *éleveurs* et *cultivateurs* ne sont pas hermétiques : beaucoup de Peuls développent une activité agricole subsidiaire à l'élevage, et des villageois mossis ou bisas acquièrent du bétail, dont ils confient souvent une partie à des Peuls. Ce lien interethnique donne typiquement lieu à des échanges considérés comme des cadeaux, et à des relations amicales.⁷⁹ Néanmoins, hors de la mosquée, les deux communautés entretiennent peu de relations sociales régulières, et leurs mariages traversent rarement la frontière ethnique. Les Peuls, vivant dans des hameaux parfois éloignés des villages, connaissent un taux de scolarisation plus faible.⁸⁰ Au moins depuis la période coloniale, des conflits apparaissent régulièrement à propos de l'accès aux points d'eau et à la terre, ou de dommages causés aux cultures par le bétail. La plupart des cas se résolvent sans recours à la justice civile, ni à la violence. Les sources consultées n'indiquent pas que ces conflits de dimension interethnique

⁷² Dougoukolo Alpha Oumar Ba-Konaré, « [Tribune] En Afrique, le fantasme d'une « communauté peule » radicalisée », *Jeune Afrique*, Paris, 05.09.2018. www.jeuneafrique.com/624747/societe/tribune-en-afrique-le-fantasme-dune-communaute-peule-radicalisee/ (21.06.2019).

⁷³ Andreas Däfinger, *The Economics of Ethnic Conflict – The Case of Burkina Faso* (Suffolk: James Currey, 2013), p. 28.

⁷⁴ Andreas Däfinger, *The Economics of Ethnic Conflict – The Case of Burkina Faso* (Suffolk: James Currey, 2013), p. 27.

⁷⁵ Salamatou Sow, « Les noms sociaux en fulfulde », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], n°163-164 (2001), p. 6. <http://journals.openedition.org/etudesafricaines/109> (21.06.2019).

⁷⁶ Andreas Däfinger, *The Economics of Ethnic Conflict – The Case of Burkina Faso* (Suffolk: James Currey, 2013), pp. 162, 164.

⁷⁷ Andreas Däfinger, *The Economics of Ethnic Conflict – The Case of Burkina Faso* (Suffolk: James Currey, 2013), pp. 44-45, 84.

⁷⁸ Andreas Däfinger, *The Economics of Ethnic Conflict – The Case of Burkina Faso* (Suffolk: James Currey, 2013), pp. 67-69.

⁷⁹ Mark Breusers, Suzanne Nederlof & Teunis Van Rheenen, "Conflict or symbiosis? Disentangling farmer-herdsman relations: The Mossi and Fulbe of the Central Plateau, Burkina Faso", *The Journal of Modern African Studies* 36, n°3 (1998), pp. 361, 368. <https://doi.org/10.1017/S0022278X98002808> (21.06.2019) / Andreas Däfinger, *The Economics of Ethnic Conflict – The Case of Burkina Faso* (Suffolk: James Currey, 2013), p. 99.

⁸⁰ Andreas Däfinger, *The Economics of Ethnic Conflict – The Case of Burkina Faso* (Suffolk: James Currey, 2013), pp. 66, 90, 171.

soient plus fréquents que les disputes liées, par exemple, au partage des biens au sein d'une même communauté.⁸¹

Une autre situation prévaut dans la zone nord du Burkina Faso, sachant qu'au moins dans la ville de Djibo et ses environs, la population peule est majoritaire. La société connaît ici une division entre les Peuls descendants de maîtres, et les Rimaibés, descendants d'esclaves qui furent assimilés.⁸² Bien que l'esclavage ait été aboli, une hiérarchie subsiste entre ces groupes, qui parlent tous deux le fulfulde.⁸³

Des Rimaibés ont été sensibles au discours du fondateur du groupe djihadiste Ansaroul Islam, qui dénonçait l'ordre social inégalitaire et cherchait à gommer les clivages ethniques. En effet, Ansaroul Islam est majoritairement composé de Peuls et de Rimaibés, mais pas exclusivement.⁸⁴ Bien que les djihadistes aient aussi tué des Peuls, ils tendent à leur être associés par les autres communautés.⁸⁵ Cet amalgame est notamment ressorti d'interviews réalisés par la radio nationale près de Yirgou, suite aux représailles meurtrières contre des Peuls en janvier 2019 : « Ce sont bien les Peuls qui sont à l'origine. [...] Ils nous attaquent depuis trois ans : soit ils tuent, soit ils kidnappent. [...] Par expérience, ce sont les Peuls qui nous attaquent toujours ».⁸⁶

4.3. Mesures gouvernementales

Le Gouvernement a publié la liste d'environ 250 individus « activement recherchés » par les FDS : certains sont soupçonnés d'appartenir à un groupe djihadiste, d'autres d'avoir hébergé ou approvisionné des militants.⁸⁷ Plus de 700 présumés terroristes sont en détention.⁸⁸ Instauré en janvier 2019 dans quatorze provinces frontalières, l'état d'urgence permet de mener des perquisitions à toute heure, et autorise les gouverneurs de région à restreindre la circulation de véhicules ; la région Est [comprend les provinces du Gnagna, Gourma, Komondjari, Komienga, Tapoa] ordonne ainsi un couvre-feu depuis mars 2019.⁸⁹ Le gouvernement a étoffé les effectifs des FDS dans le nord, et mené au moins deux offensives majeures contre des camps djihadistes dans l'est, en octobre 2018 et en mars 2019. Selon un

⁸¹ Mark Breusers, Suzanne Nederlof & Teunis Van Rheenen, "Conflict or symbiosis? Disentangling farmer-herdsman relations: The Mossi and Fulbe of the Central Plateau, Burkina Faso", *The Journal of Modern African Studies* 36, n°3 (1998), pp. 365-372. <https://doi.org/10.1017/S0022278X98002808> (21.06.2019) / Andreas Däfinger, *The Economics of Ethnic Conflict – The Case of Burkina Faso* (Suffolk: James Currey, 2013), pp. 120-135.

⁸² Maurice Bazemo, « Une approche de la captivité par le vocabulaire chez les Peuls du Djelgoji (Djibo) et du Liptaako (Dori) à l'époque précoloniale et coloniale », *Dialogues d'histoire ancienne* 16, n°1 (1990), pp. 416-417. <https://doi.org/10.3406/dha.1990.1473> (21.06.2019).

⁸³ ICG, Bruxelles. Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad, 12.10.2017, p. 1. www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/burkina-faso/254-social-roots-jihadist-violence-burkina-faso-north (21.06.2019).

⁸⁴ ICG, Bruxelles. Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad, 12.10.2017, pp. 5-6. www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/burkina-faso/254-social-roots-jihadist-violence-burkina-faso-north (21.06.2019).

⁸⁵ Le Monde, Paris. Au Burkina Faso, les Peuls victimes d'une stigmatisation meurtrière, 04.02.2019. www.lemonde.fr/afrique/article/2019/02/04/au-burkina-faso-les-peuls-victimes-d-une-stigmatisation-meurtriere_5418966_3212.html / Le Monde, Paris. Au Burkina Faso, « les Peuls sont victimes d'un délit de faciès », 17.04.2019. www.lemonde.fr/afrique/article/2019/04/17/au-burkina-faso-les-peuls-sont-victimes-d-un-delit-de-facies_5451716_3212.html (21.06.2019).

⁸⁶ RTBF, Ouagadougou. Dimanche Info Mag du 27 janvier 2019 : « Yirgou, sur les traces d'une haine meurtrière », 9'-10'. www.rtb.be/2019/01/dimanche-info-mag-du-27-janvier-2019-yirgou-sur-les-traces-d-une-haine-meurtriere/ (21.06.2019).

⁸⁷ Service d'information du gouvernement, Ouagadougou. Liste d'individus activement recherchés par les FDS dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, 18.03.2019. www.sig.bf/2019/03/liste-d-individus-activement-recherches-par-les-fds-dans-le-cadre-de-la-lutte-contre-le-terrorisme/ / VOA, Washington ; AFP, Paris. Le Burkina publie une liste de 146 « terroristes activement recherchés », 20.06.2018. www.voaafric.com/a/le-burkina-publie-une-liste-de-146-terroristes-activement-recherch%C3%A9s-4446619.html (21.06.2019).

⁸⁸ Human Rights Watch, New York. "Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là" Atrocités commises par les islamistes armés et par les forces de sécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso, 22.03.2019, p. 48. www.hrw.org/fr/news/2019/03/22/burkina-faso-des-atrocites-commises-par-les-islamistes-armes-et-par-les-forces-de (21.06.2019).

⁸⁹ Lefaso.net, Ouagadougou. Etat d'urgence au Burkina Faso : Voici les zones concernées par le décret d'application, 02.01.2019. <https://lefaso.net/spip.php?article87271> / Lefaso.net, Ouagadougou. Lutte contre l'insécurité : Instauration d'un couvre-feu du jeudi 7 mars au samedi 20 avril 2019 de 19h à 6h dans la région de l'Est, 06.03.2019. <http://lefaso.net/spip.php?article88396> / Burkina 24, Ouagadougou. Burkina : Le couvre-feu réaménagé dans la Région de l'Est, 06.05.2019. www.burkina24.com/2019/05/06/burkina-le-couvre-feu-reamenage-dans-la-region-de-lest/ (21.06.2019).

bilan officiel, 30 militants présumés ont été tués et d'autres arrêtés lors de la seconde opération, qui n'a pas provoqué de baisse durable de la fréquence des attaques djihadistes.⁹⁰ Les FDS ont obtenu du soutien de l'armée française qui a maintenu une unité à Ouagadougou, a marqué sa présence au moins dans la province du Gourma, et a participé à des interventions dans l'est et le nord du pays.⁹¹

Des analystes doutent de la capacité des FDS à intervenir sur plusieurs fronts, et rappellent que le Burkina Faso a détaché plus de 1700 militaires auprès de la MINUSMA. Ils soulignent aussi des lacunes en matière de formation des soldats et évoquent une chaîne de commandement dysfonctionnelle.⁹² Depuis la chute du gouvernement Compaoré en 2014, le système sécuritaire burkinabé a connu plusieurs chamboulements : un des premiers a été la dissolution du Régiment de sécurité présidentielle, suite à l'échec de son coup d'Etat ; puis, un forum national sur la sécurité a émis des recommandations de réforme ; enfin, dans le cadre d'un remaniement gouvernemental en janvier 2019, le président a changé notamment de ministre de la Défense, de ministre de la Sécurité et de chef d'état-major général des armées.⁹³ Suite à ces modifications de la chaîne de commandement, un proche du président a expliqué : « il y avait un problème de leadership. [...] Maintenant les troupes font le job ». ⁹⁴ Au lendemain des violences communautaires d'Arbinda, en avril 2019, le ministre de l'Administration territoriale estimait néanmoins que « la situation sécuritaire est telle, que personne n'est à l'abri ». Selon un journaliste, « cette phrase sonne comme un aveu d'échec, bien que le ministre [...] rappelle qu'un dispositif sécuritaire supplémentaire a été mis en place à Arbinda ». ⁹⁵

Une organisation non-gouvernementale a rapporté que quinze habitants du village de Petel-Nangué, dans le nord, avaient été arrêtés en mai 2019 par les FDS puis retrouvés morts à proximité de ce lieu.⁹⁶ Cet événement ressemble à plusieurs exactions documentées par l'organisation *Human Rights Watch* (voir : 3.2). En réponse aux rapports de celle-ci publiés en mai 2018 et mars 2019, le gouvernement s'est engagé à ouvrir des enquêtes sur les allégations de violations des droits humains et a précisé qu'un officier mis en cause avait fait

⁹⁰ Jeune Afrique, Paris. Burkina Faso : les grandes manœuvres dans l'état-major parviendront-elles à réduire l'insécurité ? 30.04.2019. www.jeuneafrique.com/mag/767719/politique/burkina-faso-les-grandes-manoeuvres-dans-letat-major-parviendront-elles-a-resorber-linsecurite/ / ACLED, Madison. A vicious cycle: the reactionary nature of militant attacks in Burkina Faso and Mali, 31.05.2019. www.acleddata.com/2019/05/31/a-vicious-cycle-the-reactionary-nature-of-militant-attacks-in-burkina-faso-and-mali/ (21.06.2019).

⁹¹ Jeune Afrique, Paris. Au Burkina Faso, l'armée française se fait discrète, 16.05.2012. www.jeuneafrique.com/141632/politique/au-burkina-faso-l-arm-e-fran-aise-se-fait-discr-te/ / Libération, Paris. Dans l'est du Burkina Faso, un nouveau foyer pour le jihad ? 03.12.2018. www.liberation.fr/planete/2018/12/03/dans-l-est-du-burkina-faso-un-nouveau-foyer-pour-le-jihad_1695777 / Jeune Afrique, Paris. Burkina Faso : les grandes manœuvres dans l'état-major parviendront-elles à réduire l'insécurité ? 30.04.2019. www.jeuneafrique.com/mag/767719/politique/burkina-faso-les-grandes-manoeuvres-dans-letat-major-parviendront-elles-a-resorber-linsecurite/ (21.06.2019).

⁹² Héni Nsaibia and Caleb Weiss, "Ansaroul Islam and the Growing Terrorist Insurgency in Burkina Faso", *CTC Sentinel* 11, n°3 (March 2018), p. 25. <https://ctc.usma.edu/ansaroul-islam-growing-terrorist-insurgency-burkina-faso/> / ICG, Bruxelles. Tackling Burkina Faso's insurgencies and unrest, 28.01.2019. www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/tackling-burkina-fasos-insurgencies-and-unrest (21.06.2019).

⁹³ Ernest Harsch, *Burkina Faso: a history of power, protest, and revolution* (London: Zed Books, 2017), pp. 218-221. / RFI, Paris. Burkina Faso : forum national sur la sécurité du pays, 25.10.2017. www.rfi.fr/afrique/20171025-burkina-faso-forum-national-reflechir-securite-pays-kabore-strategie / Netafrique.net, Ouagadougou. Burkina : « Un an après le forum national sur la sécurité, la principale recommandation n'a pas fait l'objet de mise en œuvre concrète jusque-là », 07.11.2018. <https://netafrique.net/burkina-un-an-apres-le-forum-national-sur-la-securite-la-principale-recommandation-na-pas-fait-l-objet-de-mise-en-oeuvre-concrete-jusque-la/> / Jeune Afrique, Paris. Burkina : « Roch », acte II : un remaniement avec la présidentielle en ligne de mire, 06.02.2019. www.jeuneafrique.com/mag/728649/politique/burkina-roch-acte-ii-un-remaniement-avec-la-presidentielle-en-ligne-de-mire/ (21.06.2019).

⁹⁴ Jeune Afrique, Paris. Burkina Faso : les grandes manœuvres dans l'état-major parviendront-elles à réduire l'insécurité ? 30.04.2019. www.jeuneafrique.com/mag/767719/politique/burkina-faso-les-grandes-manoeuvres-dans-letat-major-parviendront-elles-a-resorber-linsecurite/ (21.06.2019).

⁹⁵ RFI, Paris. Arbinda, Yirgou : ces violences communautaires qui ravagent le Burkina Faso, 04.04.2019. www.rfi.fr/afrique/20190404-burkina-conflits-communautaires-arbinda-yirgou (21.06.2019).

⁹⁶ Kisal, Bamako. Liste des personnes exécutées par les forces de sécurité Burkinabé dans le village de Petel-Nangué le 19 mai 2019, 27.05.2019. www.facebook.com/kisalobs/posts/1938087392957751?_tn=-R

l'objet de 45 jours d'arrêt.⁹⁷ Les sources consultées n'indiquent pas d'autre mesure contrastant avec l'impunité dont les FDS bénéficiaient sous le régime de Blaise Compaoré (1987-2014).⁹⁸

Pour ce qui est des personnes déplacées, le gouvernement privilégie le soutien des communautés qui les accueillent. A sa demande, une partie de ses collaborateurs a reçu une formation de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés.⁹⁹ Une intervention majeure a consisté à organiser des sites d'hébergements et déployer des « équipes multidisciplinaires » suite aux violences communautaires de Yirgou en janvier 2019.¹⁰⁰

5. Commentaire

La détérioration sécuritaire sur territoire burkinabé est à placer dans le contexte du conflit armé qui a lieu au Mali, où des djihadistes, mis sous pression par les opérations militaires, ont d'abord utilisé le nord du Burkina Faso comme lieu de repli ; ils y ont fait des émules — Ansaroul Islam, et y ont ensuite mené des attaques. Celles-ci ont notamment visé des représentants de l'Etat, des informateurs présumés des forces de sécurité, et des villageois suspectés de vouloir former des milices d'auto-défense.

Le début de l'année 2019 a été marqué par des violences communautaires meurtrières. Dans ces deux cas, suite à l'assassinat de leur chef ou d'un leader religieux, des villageois ont assailli des hameaux peuls. En éliminant des leaders de communautés qui auraient pu jouer un rôle de médiateur, les djihadistes présumés ont levé une entrave aux phénomènes de groupes et aux représailles. Ce type d'événement tend à accentuer des clivages généralement exploités par les djihadistes.

Une inversion de la tendance générale et une baisse des violences deviendraient plus probables si la population des zones périphériques reconnaissait mieux l'Etat pour son rôle protecteur. En opérant avec plus de respect pour les droits humains que jusqu'à ce jour, les forces de sécurité pourraient peut-être y contribuer.

⁹⁷ Human Rights Watch, New York. "By day we fear the army, by night the jihadists" Abuses by armed islamists and security forces in Burkina Faso, 21.05.2018, pp. 58-59. www.hrw.org/report/2018/05/21/day-we-fear-army-night-jihadists/abuses-armed-islamists-and-security-forces / Human Rights Watch, New York. "Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là" Atrocités commises par les islamistes armés et par les forces de sécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso, 22.03.2019, pp. 47-48. www.hrw.org/fr/news/2019/03/22/burkina-faso-des-atrocites-commises-par-les-islamistes-armes-et-par-les-forces-de (21.06.2019).

⁹⁸ Ernest Harsch, *Burkina Faso : a history of power, protest, and revolution* (London: Zed Books, 2017), pp. 131-132.

⁹⁹ UNHCR, Genève. Country operation update, Burkina Faso, 12.04.2019. <http://reporting.unhcr.org/node/8657> (21.06.2019).

¹⁰⁰ Burkina 24, Ouagadougou. Déplacés de Yirgou : Le gouvernement apporte une aide de plus de 239 millions de F CFA, 14.01.2019. www.burkina24.com/2019/01/14/deplacés-de-yirgou-le-gouvernement-apporte-une-aide-de-plus-de-239-millions-de-f-cfa/ / RTBF, Ouagadougou. Prise en charge médico psychologique gratuite des victimes de Yirgou: le gouvernement invite les déplacés à prendre attache avec les équipes de santé sur place, 23.01.2019. www.rtb.bf/2019/01/prise-en-charge-medico-psychologique-gratuite-des-victimes-de-yirgou-le-gouvernement-invite-les-deplacés-a-prendre-attache-avec-les-equipes-de-santé-sur-place/ (21.06.2019).

Annexe : Infographie

